

Alain Dubourg

32400 Viella

Courriel : aldubourg@orange.fr

Viella, le 14 juin 2018

À

Madame Anne chemin

Journaliste au Monde

**La France « En Marche »
vers une démocratie illibérale
avant de devenir une démocrature ?**

Madame,

Je vous remercie pour votre article dans le Monde Idées du 9 juin « *Là où s'abîme la démocratie* ». Il est documenté, référencé, très pédagogique. Vous avez clarifié le concept de « démocratie illibérale » très utilisé en ce moment. Il me semble que tous ses lecteurs en auront une connaissance précise et argumentée grâce à votre article.

Mais, je suis étonné que votre analyse du concept et de la réalité des démocraties illibérales ne vous ait pas conduite à en percevoir des prémisses dans le modèle de gouvernance du pouvoir macronien.

Emmanuel Macron et la démocratie

Vous citez Fareed Zakaria : « *les principales figures de cette contre-révolution « illibérale » respectent ainsi la loi du suffrage universel mais [elles] s'empressent une fois élue[s], de mettre leurs parlements sur la touche pour gouverner par décret* ».

Ne retrouvez-vous pas dans cette constatation des actes déjà posés par le président de la République française ?

Vous citez ensuite Jacques Rupnik :

« *Ce qui est intéressant et bien sûr dérangeant, c'est que les dirigeants des démocraties illibérales affirment agir au nom même de la réhabilitation de la souveraineté populaire et donc de la démocratie* ».

N'entendez-vous pas ici Emmanuel Macron nous rebattre les oreilles avec la légitimité de ses actes politiques issus de sa légitimité électorale. « *Les français ont voté pour cela, c'était dans mon programme* » etc. nous ressasse-t-il, et encore faut-il souligner que ce n'est pas toujours exact, dernier exemple la mise en concurrence de la SNCF, vers sa privatisation absente de toute référence dans son programme ⁽¹⁾.

Vous mettez vous-même en exergue « *la sacralisation des élections* » par les démocraties illibérales dans lesquelles je vous cite encore « *la source première de toute légitimité politique est le vote – et lui seul* ».

Vous poursuivez en nommant trois promoteurs européens de la démocratie illibérale, Viktor Orban, Jaroslaw Kaczyński et Ivan Krastev qui « *estiment qu'une fois élus, les dirigeants détiennent le monopole de la représentation du peuple. Parce qu'ils incarnent la volonté générale, ils ne veulent rencontrer aucun obstacle sur leur chemin : rien ni personne ne doit entraver le pouvoir qu'ils ont tiré des urnes Une fois élue la majorité pourrait faire tout ce qu'elle voudra* ».

Certes les différences de styles entre Viktor Orban, Jaroslaw Kaczyński, Ivan Krastev et Emmanuel Macron sont incontestables. Mais sur le fond n'y aurait-il vraiment absolument aucune convergence ? Emmanuel Macron ne balaie-t-il pas tous les obstacles que l'opposition cherche à dresser, la majorité macronienne ne fait-elle pas tout ce qu'elle veut, et ne s'en revendique-t-elle pas haut et fort ?

Vous citez Michaël Foessel qui regrette que la démocratie illibérale considère « *que la société ne soit pas le lieu d'expression de la conflictualité démocratique* » et ajoutez-vous avec justesse « *qu'elles nient l'infinie complexité de la société civile* ».

Emmanuel Macron ne contesterait-il la légitimité de la contestation ? « *No alternative* » affirme-t-il, comme d'autres avant lui.

Parfum d'illibéralisme dans les actes d'Emmanuel Macron

Comment ne pas entendre Emmanuel Macron quand vous poursuivez une citation de Michaël Foessel « *dans ces Etats forts, il ne doit rien y avoir entre le chef et son peuple il faut imposer le silence* :

- « *.... aux associations ...* » - n'est-ce pas l'orientation prise par E. Macron ? La réduction drastique des emplois aidés n'est-elle un coup de poignard porté dans le dos des associations et d'une grande efficacité pour les affaiblir ?

¹ J'ai été salarié d'Air France durant 37 ans, j'ai vécu ce processus de mise en concurrence (déréglementation du transport aérien international et domestique) première étape des privatisations, avec la différence majeure que la compagnie nationale Air France n'était pas un service public sur son réseau international mais elle l'était sur son réseau intérieur. Une fois privatisée Air France absorbera Air Inter, compagnie de service public sur le territoire national.

- « aux syndicats »- est-il besoin d'insister sur ce point de convergence alors qu'il veut même réduire au silence les syndicats les plus compréhensifs tels la CFDT et l'UNSA.
- « aux partis d'opposition »- son objectif n'est-il pas de les marginaliser, voire les neutraliser ?
- « et à tous les citoyens qui contestent la vision religieuse » - je cite Emmanuel Macron aux Bernardins : «*Nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Eglise et l'Etat s'est abîmé et qu'il importe à vous comme à moi de le réparer La sécularisation ne saurait éliminer la longue tradition chrétienne.... voire ethnique* » -
- E. Macron balaie d'un revers de main le rapport qu'il avait demandé à Jean-Louis Borloo « Vivre ensemble, vivre en grand pour une réconciliation nationale » : «*ça n'aurait aucun sens que deux mâles blancs [désignant l'auteur du plan et lui-même], ne vivant pas dans ces quartiers, s'échangent l'un un rapport et l'autre disant, on m'a remis un plan, je l'ai découvert'. C'est pas vrai, ça ne marche pas comme ça*». Emmanuel Macron ethnicise les quartiers de la banlieue parisienne et les informe qu'ils doivent se débrouiller sans l'Etat, ce n'est pas l'affaire de «*deux mâles blancs* ».
- Enfin Michel Foessel termine son appréciation sur les caractéristiques des démocraties illibérales, ces Etats forts qui considèrent qu'il faut «*imposer le silence à tous les citoyens qui contestent la vision de la nation que défendent les dirigeants. Plus qu'une entorse au libéralisme, c'est une véritable négation de la société civile* ».

Emmanuel Macron ne considère-t-il pas qu'il ne doit rien y avoir entre lui et le peuple ? Exit les corps intermédiaires, au pas la représentation nationale, fi de la société civile. N'y aurait-il vraiment rien en germe dans le mode de gouvernance de la France par son président ?

Claude Lefort que vous citez également affirme « *Une société démocratique doit avoir intérieurisé la culture de la confrontation* ». Pour Emmanuel Macron les luttes des salariés, les combats de la société civile, les contestations sont illégitimes. Il ne les voit pas, ne les entend pas, les méprisent (*les fainéants*) et les ignore, sauf parfois à utiliser, via son ministre de l'Intérieur, les forces de police avec une violence jusqu'ici inconnue en France excepté la période de la guerre d'Algérie contre les manifestants pacifiques.

[Emmanuel Macron ouvre la voie à une démocratie illibérale,](#)

Certes la France n'est pas une démocratie illibérale et Emmanuel Macron n'est pas un président illibéral pur jus, mais j'ai la conviction, qu'Emmanuel Macron par sa conduite autocratique, despotique de la France créé les conditions de l'avènement d'une démocratie illibérale dans notre pays. Suivant une expression certes assez galvaudée, les français devraient préférer l'original à la copie sépia.

L'original n'est pas encore dans les tuyaux du prochain vote pour les prochaines élections présidentielles. Ce ne sera pas Marine Le Pen. Mais un Donald Trump, un Macron authentiquement illibéral, un milliardaire quelconque peut, comme eux et d'autres, surgir moins d'un an avant l'élection. Telle fonctionne aujourd'hui la démocratie dans les pays capitalistes occidentaux.

Si la droite et les socialistes français ont balisé le terrain pour l'extrême droite, Emmanuel Macron lui réussira à les accéder au pouvoir.

Je me limiterai à ces remarques, au risque d'être long et ennuyeux, bien que le grand intérêt de votre article et sa richesse en appellerait d'autres.

Pour terminer donc, vous aurez compris que je ne conteste absolument pas votre analyse des démocraties illibérales, au contraire je la partage totalement, ni les citations intéressantes et pertinentes qui émaillent votre article, en revanche je ne comprends pas comment vous avez pu ne pas en tirer quelques réflexions sur l'évolution de la démocratie en France ?

J'ai peine à penser que l'idée ne vous ait jamais effleurée que des frémissements de démocratie illibérale seraient décelables en France, et que le président français pourrait être quelque peu concerné par cette dérive anti démocratique, certes à « l'insu de [son] plein gré » !

Benyamin Netanyahu, Donald Trump ?

Enfin, il me semble que vous auriez pu évoquer deux démocraties illibérales, l'une depuis de nombreux ses années, Israël avec un autocrate patenté Benyamin Netanyahu, et celle qui émerge et progresse à grande vitesse avec Donald Trump.

En un mot les démocraties illibérales, voire les démocratures progressent, prolifèrent, toutes élues au suffrage universel.

La France n'y échappera pas. La politique menée par E Macron en portera, après ses successeurs, la responsabilité.

Considérez-vous que cette analyse est totalement erronée ?

En vous renouvelant mes remerciements pour votre article très stimulant.

Très cordialement

Alain Dubourg

Militant politique, syndicaliste et associatif